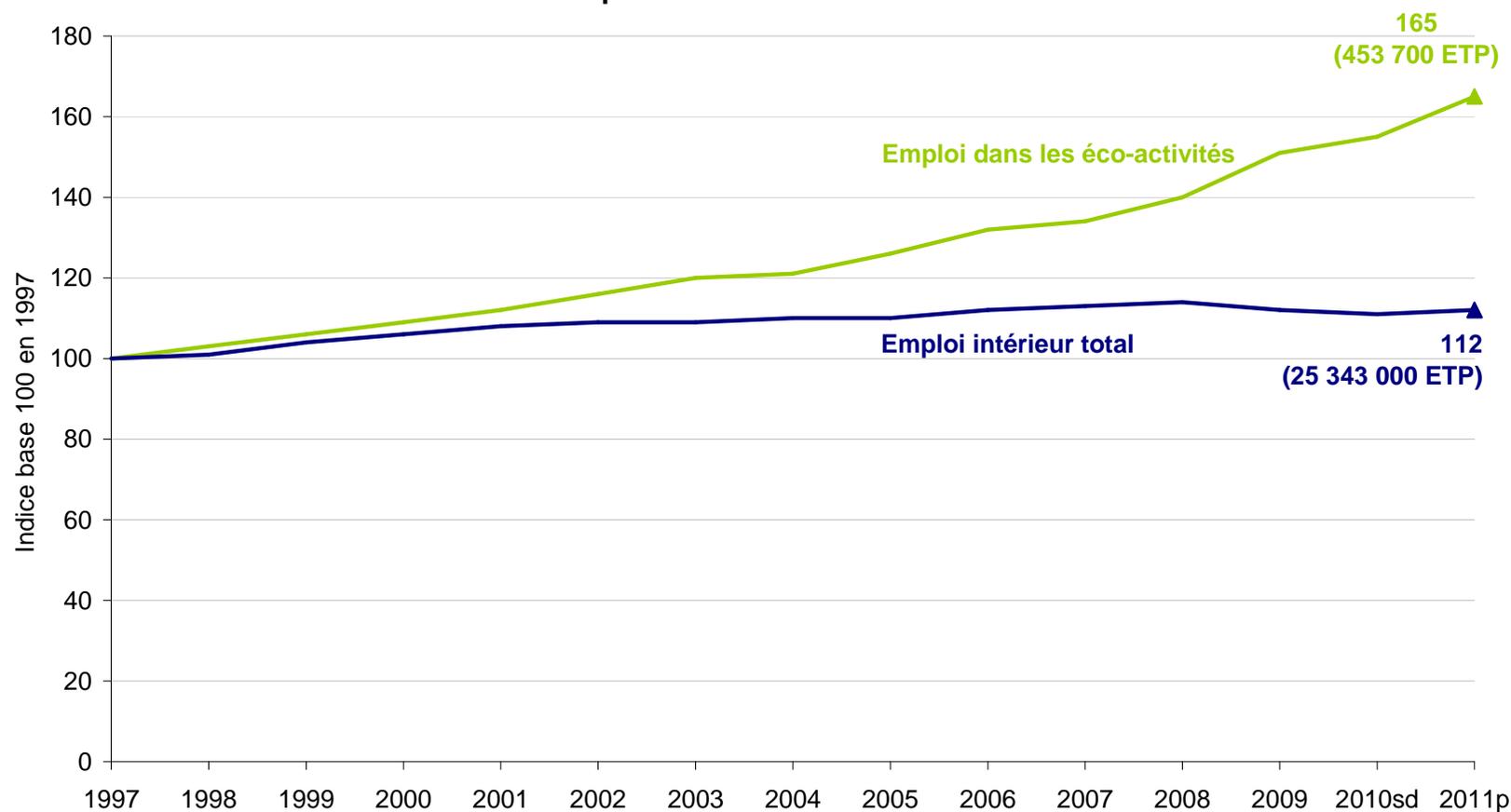


Tableau de bord d'indicateurs macro-économique de l'économie verte
4^{ème} trimestre 2013

Thème		Indicateur	Période de référence	Donnée	Evolution récente
Emploi et formation	1	Emploi dans les éco-activités			
	1.1	→ Emploi total dans les éco-activités <i>Source : SOeS</i>	2011	453 700 emplois (ETP)	+ 6,5 % (n-1)
	1.2	→ Emploi dans les trois principaux domaines des éco-activités (eau, déchets, énergie) <i>Source : SOeS</i>	2011	76 600 ETP eau 86 400 ETP déchets 97 900 ETP énergie	- 6,4 % (n-1) + 5,4 % (n-1) + 22,4 % (n-1)
	2	Inscriptions dans les formations initiales environnementales			
	2.1	→ Nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale environnementale (par niveau de diplômes) <i>Source : Céreq, base Reffet - MESR, SISE et BCP</i>	2011	71 000 inscrits	+ 9,3 % (n-1)
	3	Flux d'emplois et tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants			
	3.1	→ Demandes et offres d'emploi sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants <i>Source : Dares, Pôle Emploi</i>	2013-T3	255 100 demandes 86 600 offres	+ 3,3 % (t-4) - 6,4 % (t-4)
3.2	→ Tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants <i>Source : Dares, Pôle Emploi</i>	2013-T3	34 offres / 100 demandes	- 4 offres /100 dem. (t-4)	
Economie	4	Eco-activités			
	4.1	→ Production dans les éco-activités <i>Source : SOeS</i>	2011	80,2 Mds €	+ 8,5 % (n-1)
	4.2	→ Valeur ajoutée dans le PIB <i>Source : SOeS</i>	2011	1,4 % (27,3 Mds €)	+ 1,1 % (n-1)
	4.3	→ Exportations dans les éco-activités <i>Source : SOeS, douanes</i>	2012	9,3 Mds €	+ 0,5 % (n-1)
	4.4	→ Balance commerciale des éco-activités <i>Source : SOeS, douanes</i>	2012	+ 3,55 Mds €	+2 Mds € (n-1)
	5	Economie de l'environnement			
5.1	→ Dépense totale de protection de l'environnement <i>Source : SOeS</i>	2011	46 Mds €	+ 3,2 % (n-1)	
Fiscalité	6	Recettes fiscales environnementales			
	6.1	→ Montant total des recettes fiscales environnementales <i>Source : Eurostat, Insee (comptes nationaux)</i>	2012	40,5 Mds €	+ 2,8 % (n-1)
	6.2	→ Part des recettes fiscales environnementales dans les prélèvements obligatoires <i>Source : Eurostat, Insee (comptes nationaux)</i>	2012	4,4 %	- 0,07 pt (n-1)
Investissements, recherche et innovation	7	Investissements verts			
	7.1	→ Part des investissements consacrée à l'économie d'énergie dans l'industrie (<i>réalisés et envisagés à court terme</i>) <i>Source : Insee</i>	2012 (r) 2013 (e) 2014 (e)	2012 (réalisé) : 9 % 2013 (envisagé) : 9 % 2014 (envisagé) : 9 %	0,0 pt (n-1)
	8	Dépense en R&D pour l'économie verte			
	8.1	→ Dépense de R&D pour la protection de l'environnement <i>Source : SOeS</i>	2011	4,2 Mds €	+ 11,2 % (n-1)
	8.2	→ Dépense publique de R&D pour l'investissement dans l'énergie verte (efficacité énergétique, EnR, stockage du carbone...) <i>Source : AIE, DRI</i>	2012	424 M €	- 12,5 % (n-1)
9	Brevets verts				
9.1	→ Demandes de brevets internationaux dans des technologies liées à l'environnement (part dans l'ensemble des demandes françaises) <i>Source : OCDE</i>	2010	609 (8,5 %)	- 17,7 % (n-1)	

Indicateur 1.1 (Emploi et Formation - Emploi dans les éco-activités)

Emploi dans les éco-activités



Note : 2010 semi-définitif (sd) - 2011 provisoire (p)

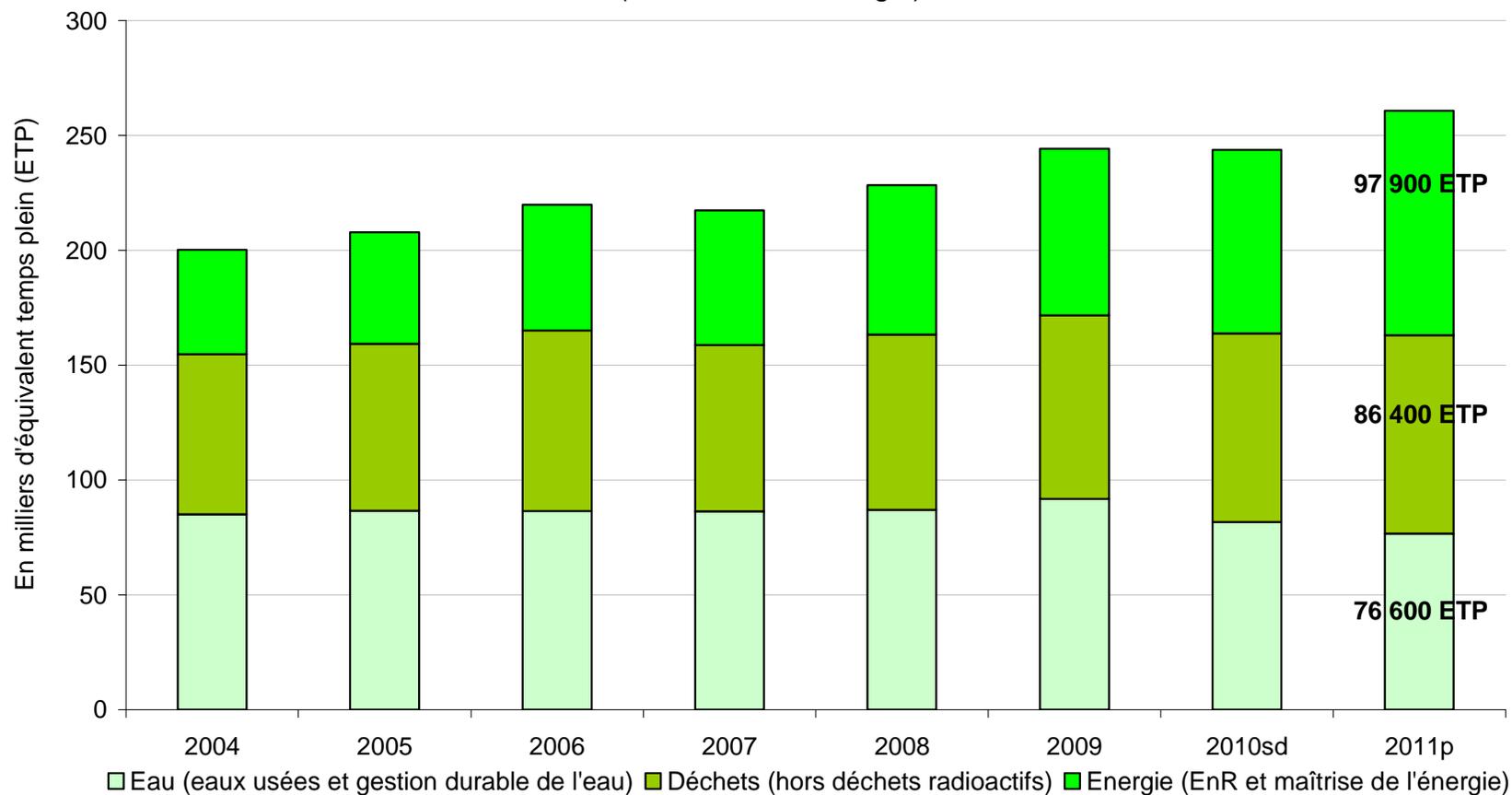
Source : SOeS (comptes des éco-activités)

LECTURE : Les éco-activités regroupent les activités qui produisent des biens et services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.

Entre 2004 et 2011, les emplois dans les éco-activités sont en constante augmentation : +4,5% en moyenne annuelle entre 2004 et 2011, bien plus que dans l'ensemble de l'économie (+0,3%). Ce dynamisme est surtout porté par le domaine des énergies renouvelables (+15,1% en moyenne annuelle entre 2004 et 2011). L'agriculture biologique y contribue également dans une moindre mesure.

Indicateur 1.2 (Emploi et Formation - Emploi dans les éco-activités)

Emploi dans les trois principaux domaines des éco-activités (eau, déchets, énergie)



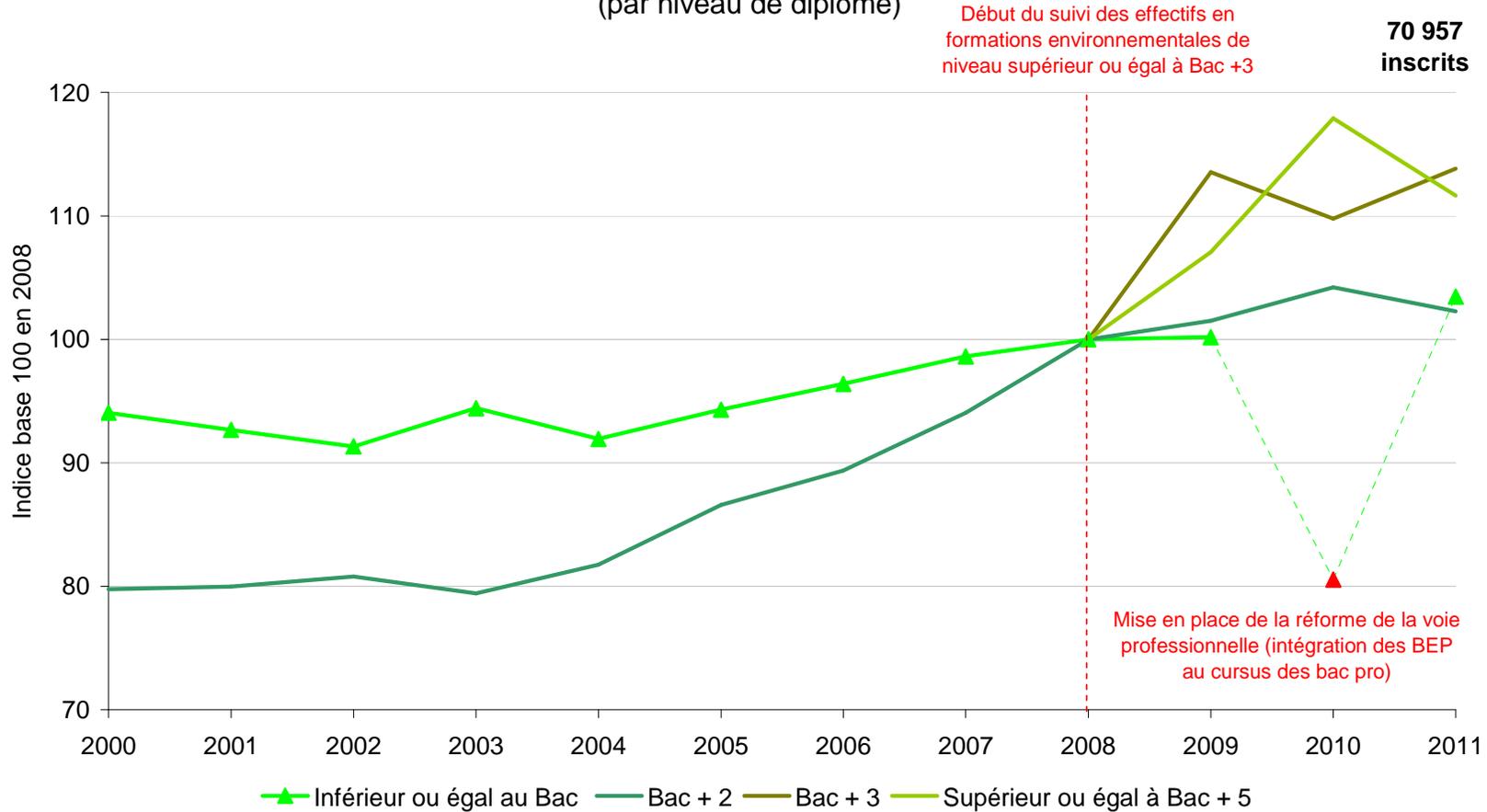
Note : 2010 semi-définitif (sd) - 2011 provisoire (p)

Source: SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : L'emploi dans les trois principaux domaines des éco-activités a crû en moyenne de 3,9% par an entre 2004 et 2011. L'énergie est le domaine le plus dynamique, en particulier grâce aux énergies renouvelables (+15,3% en moyenne annuelle entre 2004 et 2011). L'eau et les déchets, domaines historiques, connaissent une variation moyenne annuelle respective de -1,5% et de +3,1% entre 2004 et 2011.

Indicateur 2.1 (Emploi et Formation - Inscriptions dans les formations initiales environnementales)

Nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale en environnement
(par niveau de diplôme)



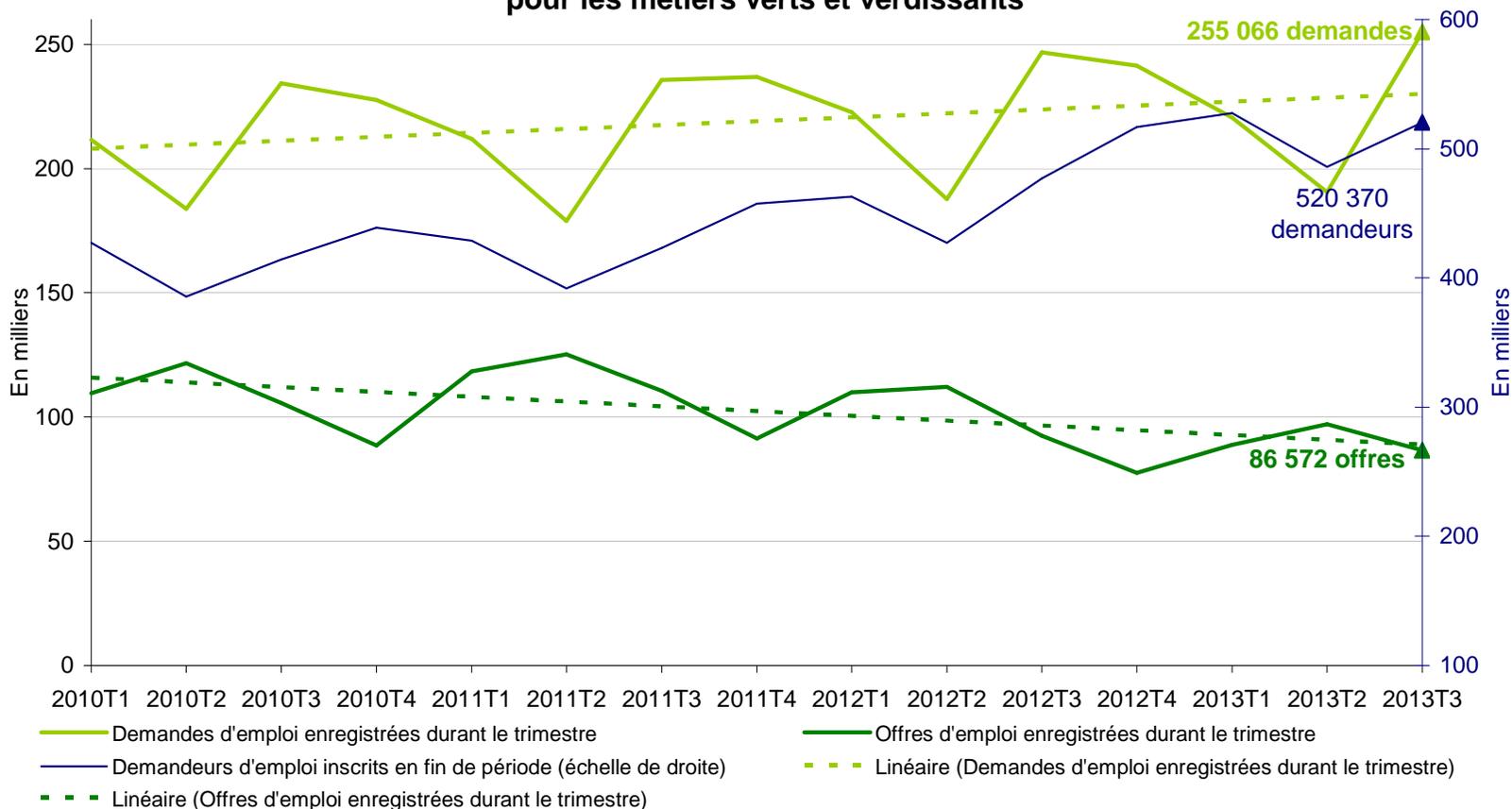
Source : Céreq, base Reffet - MESR, SISE et BCP - Traitement : SOeS - Champ : France entière

Lecture : les formations inférieures ou égales au Bac comprennent les effectifs de niveaux IV et V (BEP, CAP, Bac professionnel, Bac technologique, etc.). Les Bac + 2 correspondent aux effectifs de niveau III (BTS, DUT), les Bac + 3 aux effectifs de niveau II (Licence LMD, Licence professionnelle). Les formations supérieures ou égales à Bac + 5 comprennent les effectifs de niveau I (Master, magistère, doctorat, diplôme d'ingénieur).

Depuis 2008, début du suivi des effectifs en formations environnementales supérieures, le nombre d'inscrits en dernière année d'une formation initiale en environnement augmente progressivement (+2,3% d'augmentation en moyenne par an). En 2011, on dénombre 70 957 inscrits, dont 44% suivent une formation de niveau inférieur ou égal au Bac.

Indicateur 3.1 (Emploi et Formation – Flux d'emplois et tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants)

Demandes et offres d'emploi sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants

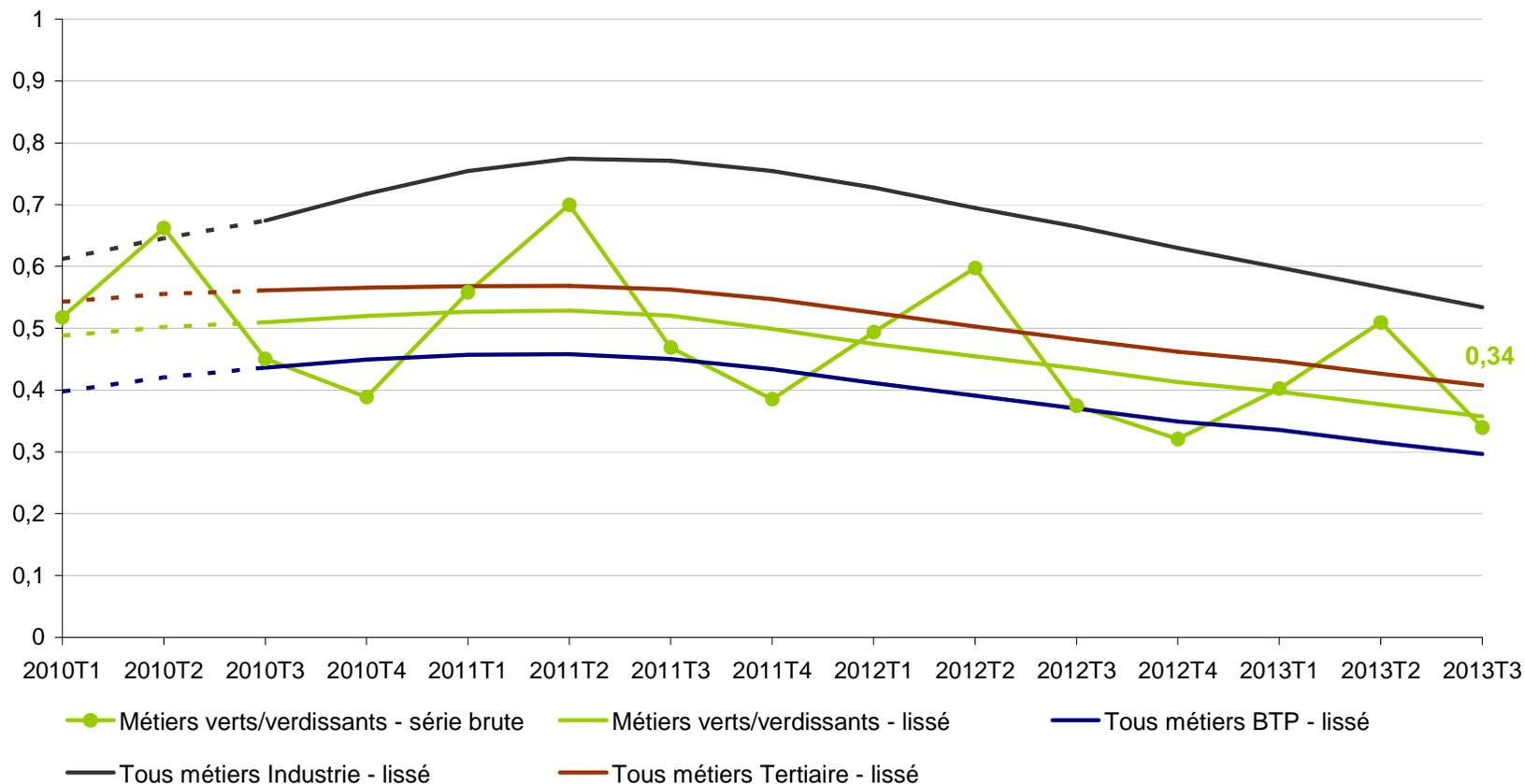


Note: demandes d'emploi de la catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi).
 Source: Dares, Pôle Emploi

Lecture : le flux de demandeurs d'emploi pour les métiers de l'économie verte augmente, en liaison avec la situation globale de l'emploi, mais aussi avec la hausse du nombre de formations à ces métiers. Parallèlement, le flux d'offres d'emploi pour les métiers de l'économie verte décroît depuis 2010. Au troisième trimestre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi pour les métiers de l'économie verte s'établissait à près de 520 000 personnes.

Indicateur 3.2 (Emploi et Formation – Flux d'emplois et tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants)

Ratio de tension (offres / demandes d'emploi) sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants

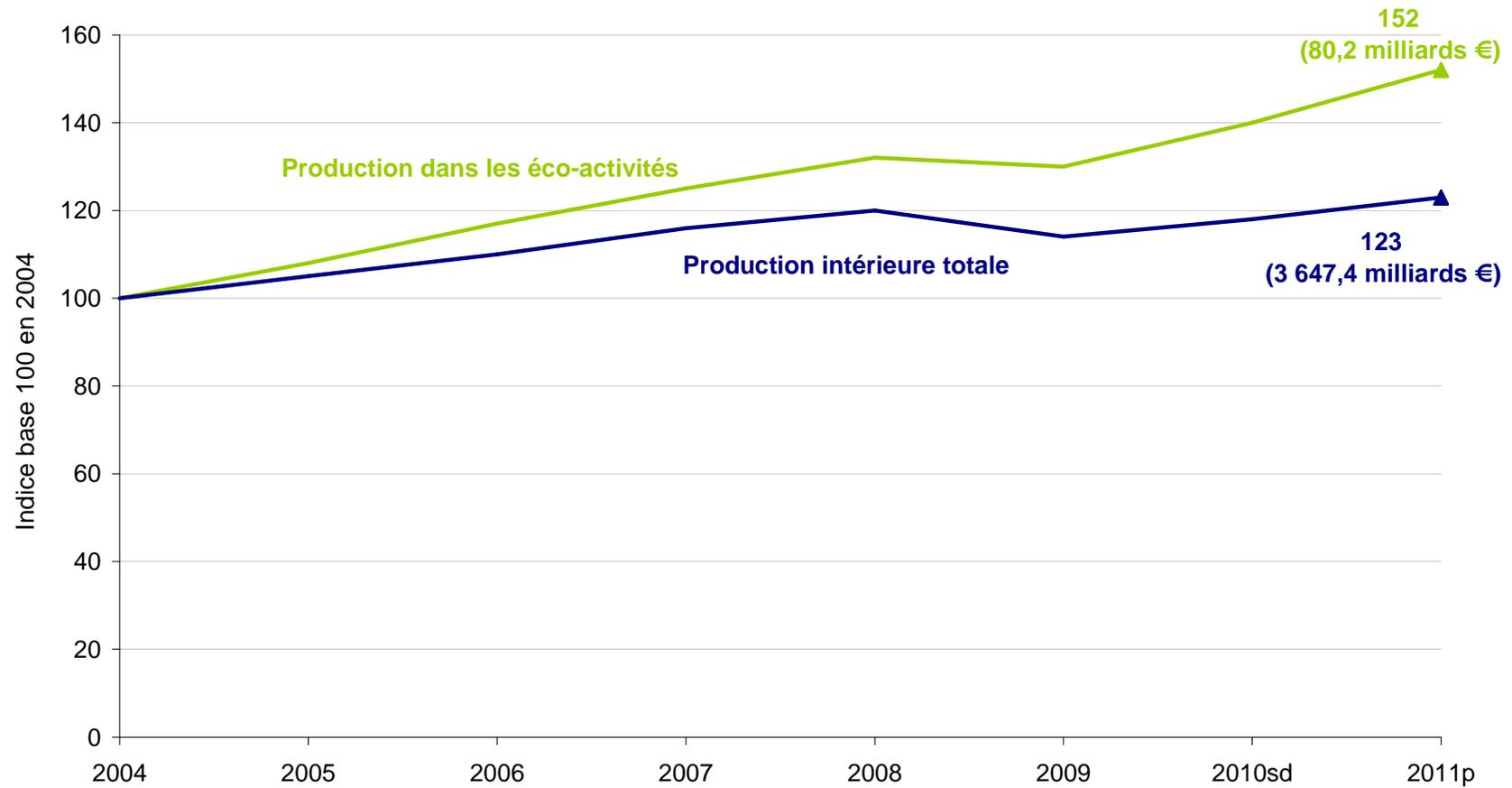


Source : Dares, Pôle Emploi - Traitements : SOeS, 2013

Lecture : Pour les métiers de l'économie verte, l'indicateur de tension sur le marché du travail reste sur une tendance baissière depuis le second trimestre 2011. Cette tendance est conforme à ce qui est observé pour l'ensemble des métiers des domaines professionnels du bâtiment, de l'industrie et du tertiaire.

Indicateur 4.1 (Economie - Eco-activités)

Production dans les éco-activités

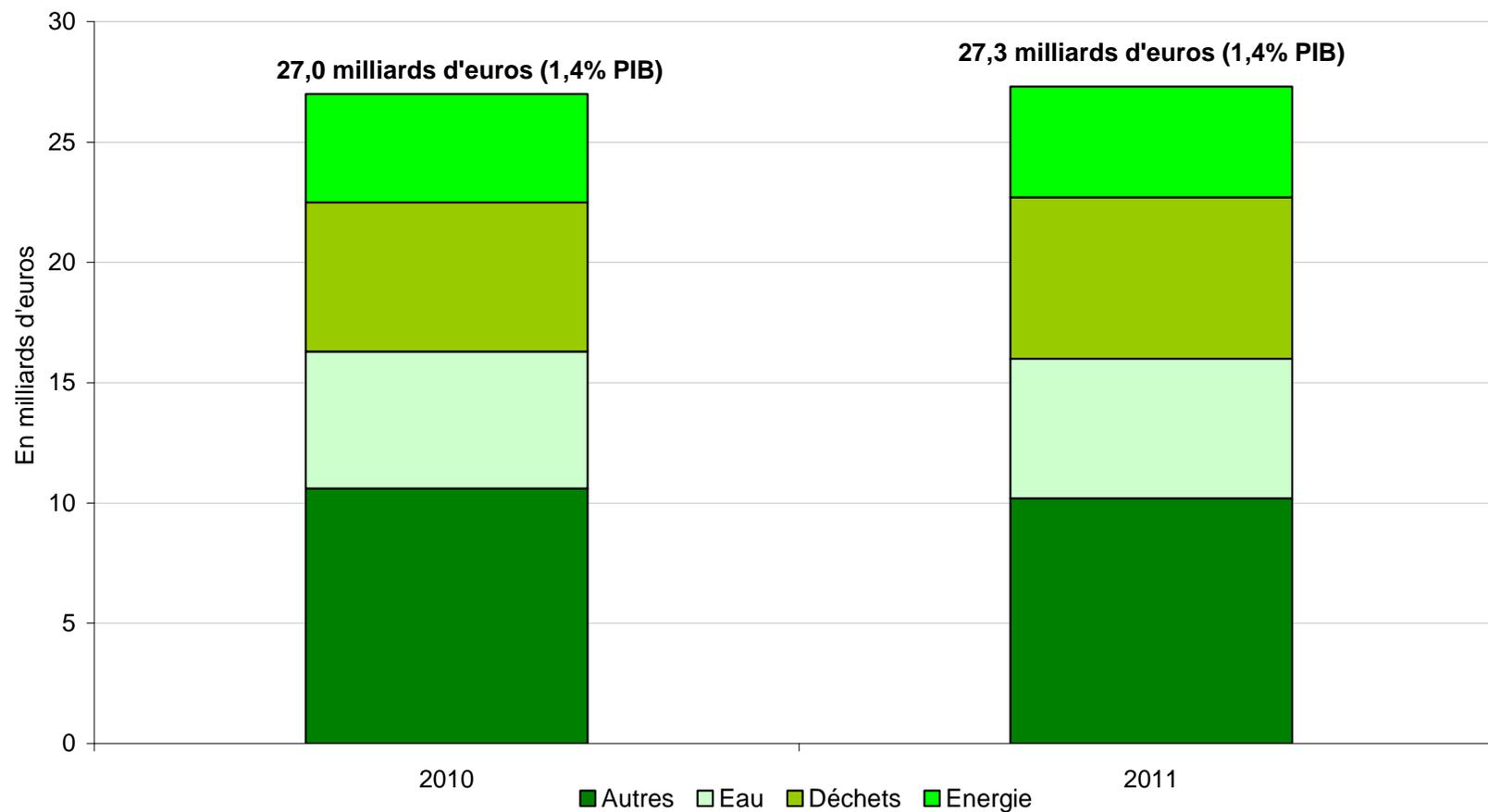


Note : 2010 semi définitif (sd) - 2011 provisoire (p)
Source : SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : La production dans les éco-activités est plus dynamique que sur l'ensemble de l'économie: +6,1% en moyenne annuelle entre 2004 et 2011 contre +3% dans l'ensemble de l'économie.

Indicateur 4.2 (Economie - Eco-activités)

Valeur ajoutée des éco-activités dans le PIB

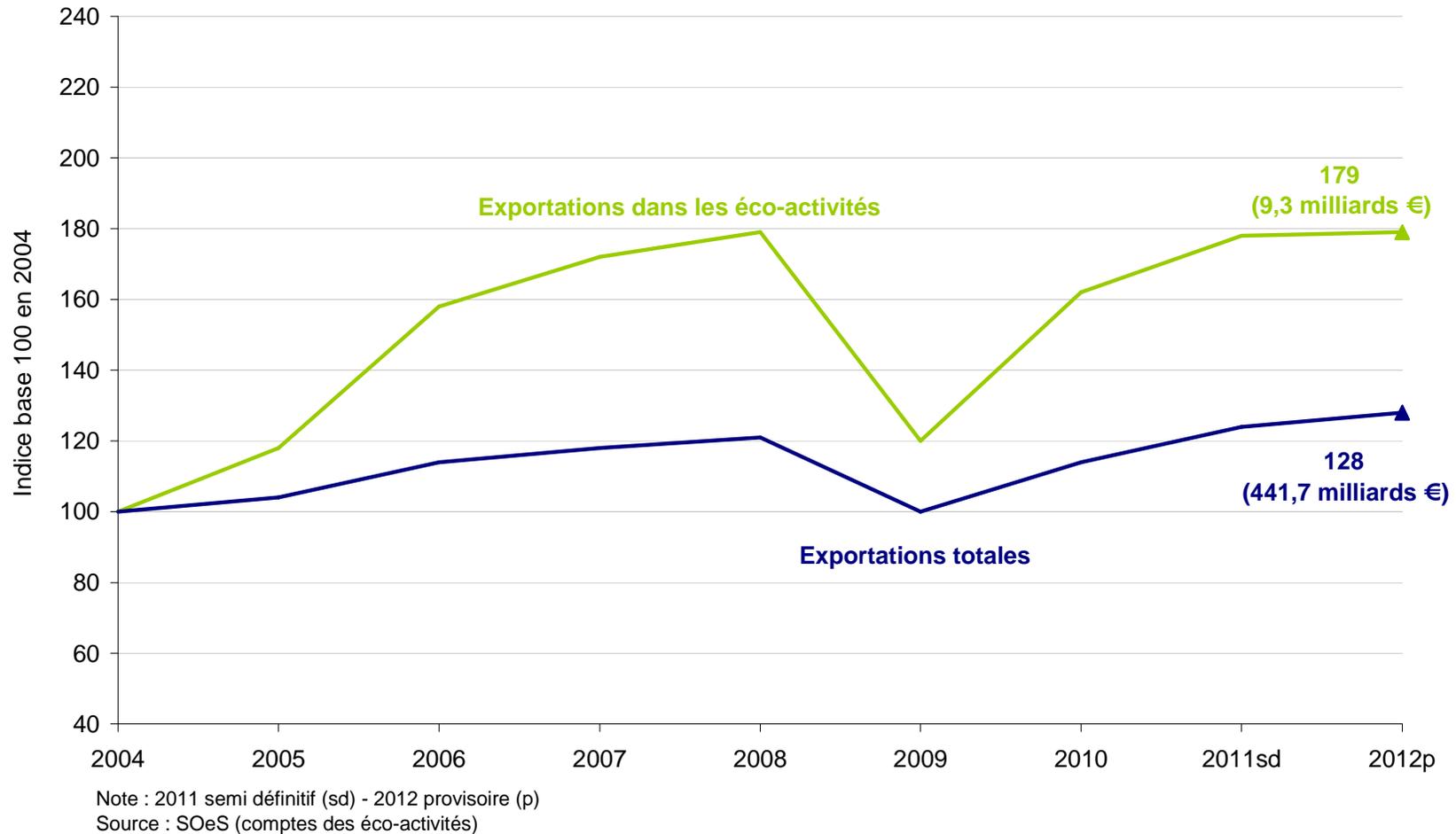


Note : 2010 semi-définitif, 2011 provisoire
Source : SOeS (comptes des éco-activités)

Lecture : Le montant de la valeur ajoutée totale des éco-activités augmente de 1,1% entre 2010 et 2011 pour atteindre 27,3 milliards d'euros, soit 1,4% du PIB. Les domaines de l'énergie, de l'eau et des déchets représentent 63% cette valeur ajoutée.

Indicateur 4.3 (Economie - Eco-activités)

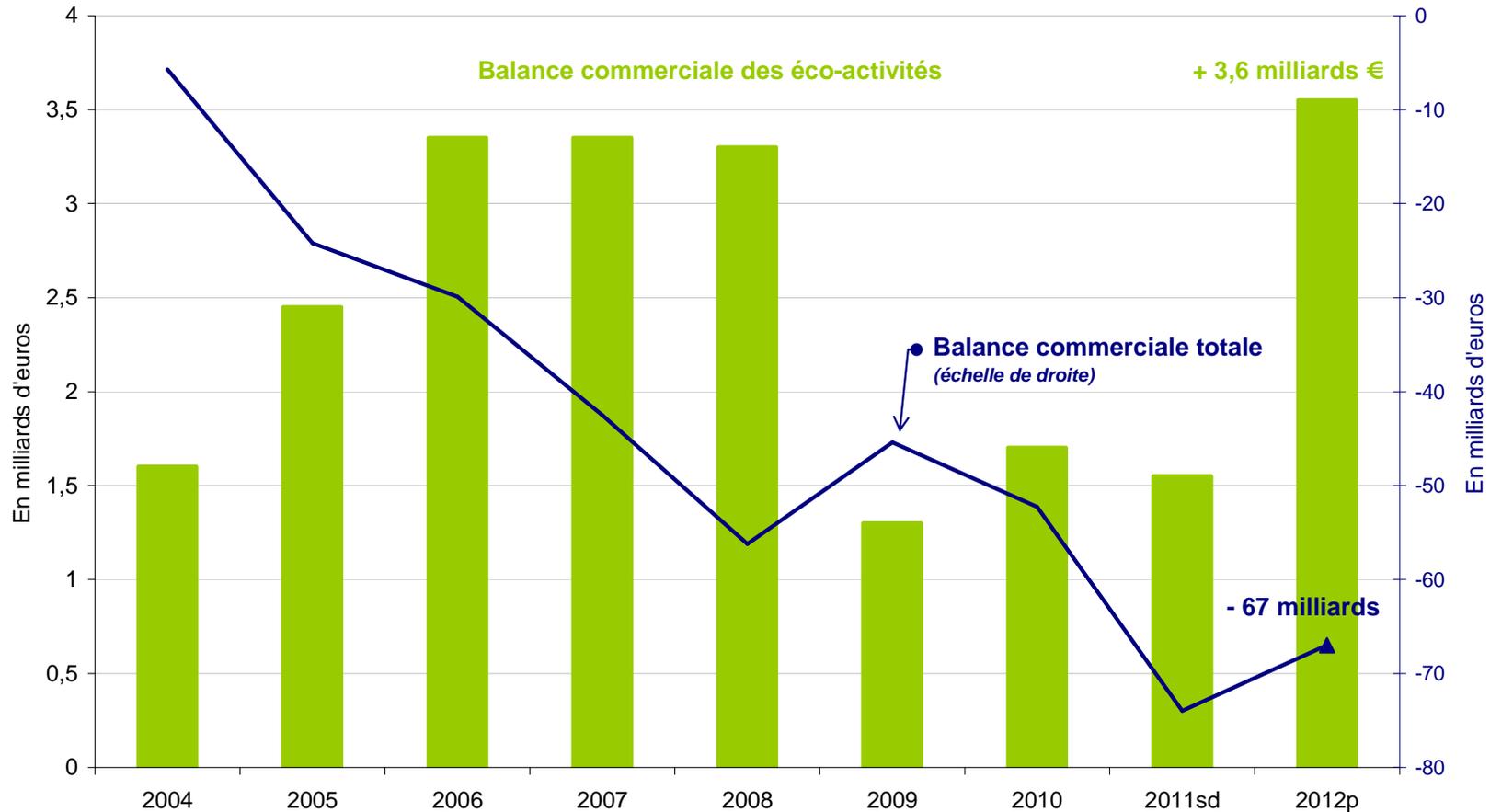
Exportations dans les éco-activités



Lecture : Les exportations dans les éco-activités ont augmenté en moyenne annuelle de 7,5% entre 2004 et 2012. La plus forte part de ces exportations concerne les matières premières recyclables dont les échanges sont très dépendants du prix des matières premières. Ainsi, entre 2008 et 2009, les échanges dans le domaine de la récupération (composé principalement de ces matières premières recyclables) ont été divisés de moitié, ce qui contribue à expliquer la chute des exportations dans les éco-activités. En 2012, ces dernières ont retrouvé leur niveau de 2008.

Indicateur 4.4 (Economie - Eco-activités)

Balance commerciale des éco-activités



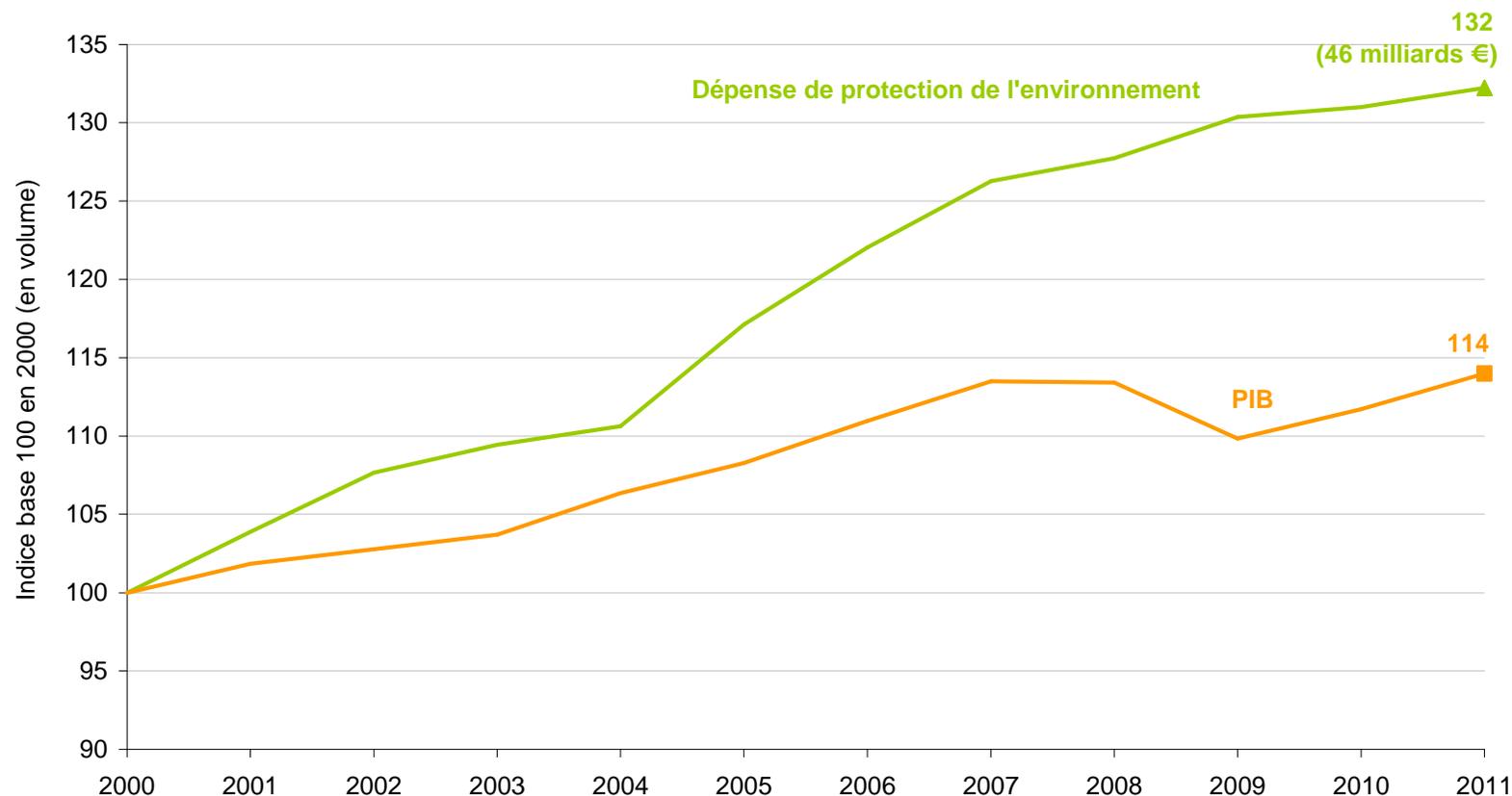
Note : 2011 semi-définitif - 2012 provisoire (p)

Source : SOeS, douanes

Lecture : La balance commerciale dans les éco-activités est restée positive entre 2004 et 2011, contrairement à la balance commerciale totale. A la suite de la chute des exportations de matières premières recyclables, le solde commercial des éco-activités diminue fortement en 2009, mais repart à la hausse en 2010. Il croît spectaculairement (+ 129%) en 2012 en raison d'une baisse des importations dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier pour les cellules photovoltaïques (de 2 527 à 739 millions d'euros entre 2011 et 2012).

Indicateur 5.1 (Economie - Economie de l'environnement)

Dépense totale de protection de l'environnement



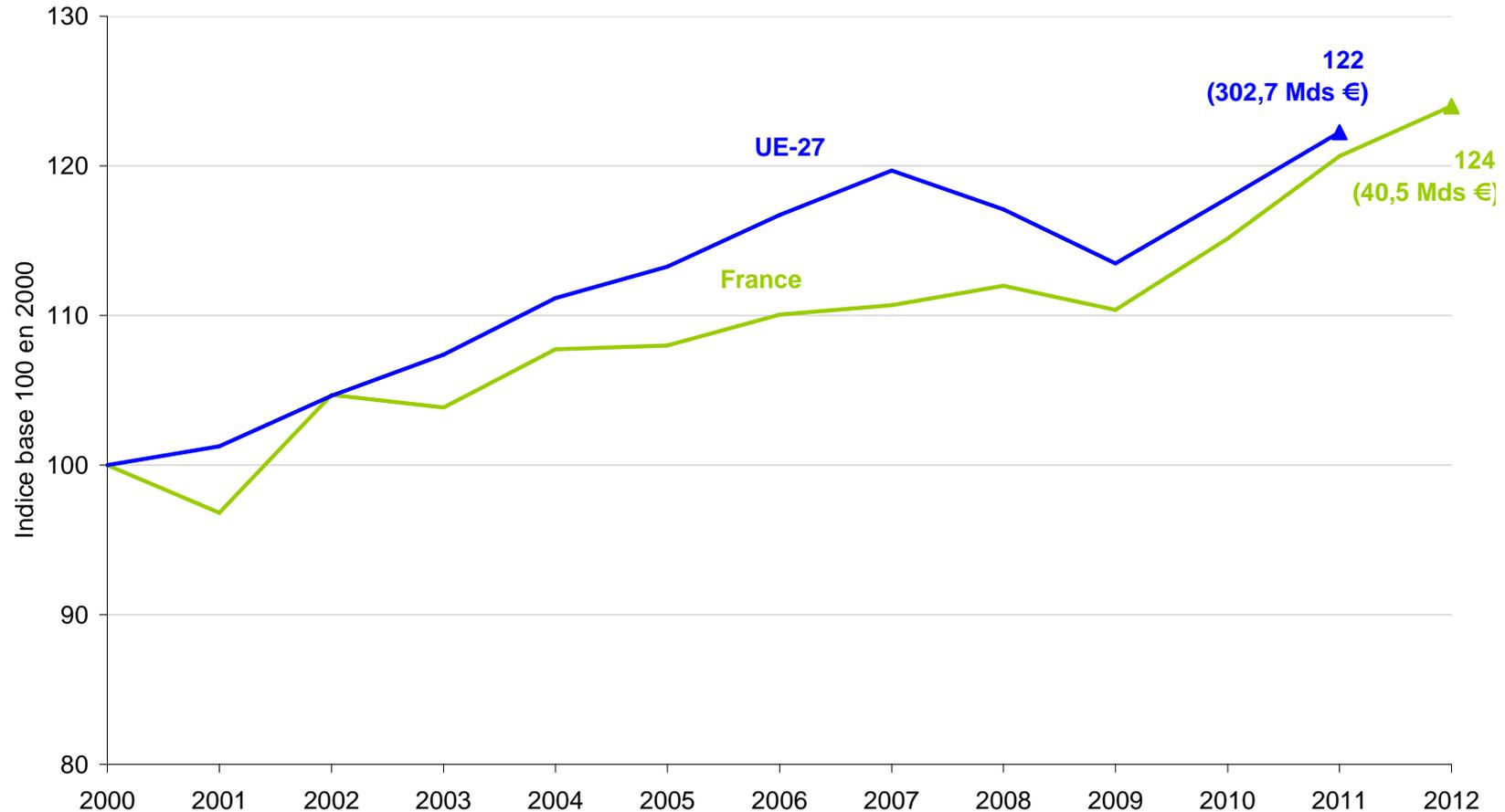
Note : données 2010 semi-définitives, données 2011 provisoires.
Source : SOeS, 2013.

Lecture : La dépense de protection de l'environnement mesure l'effort financier des ménages, des entreprises et des administrations publiques pour la prévention, la réduction ou la suppression des dégradations de l'environnement, dans des domaines tels que la gestion des déchets et des eaux usées, la protection de l'air, des sols et de la biodiversité ou encore la lutte contre le bruit.

Entre 2000 et 2011, la croissance de la dépense de protection de l'environnement a été plus forte que celle du PIB. Cependant, son évolution récente est avant tout portée par la hausse des prix des biens et services environnementaux et des matières premières. Une fois corrigée de l'effet de l'inflation, la dépense de protection de l'environnement augmente de 0,9% entre 2010 et 2011, tandis que le PIB croît de 2,0%.

Indicateur 6.1 (Fiscalité – Recettes fiscales environnementales)

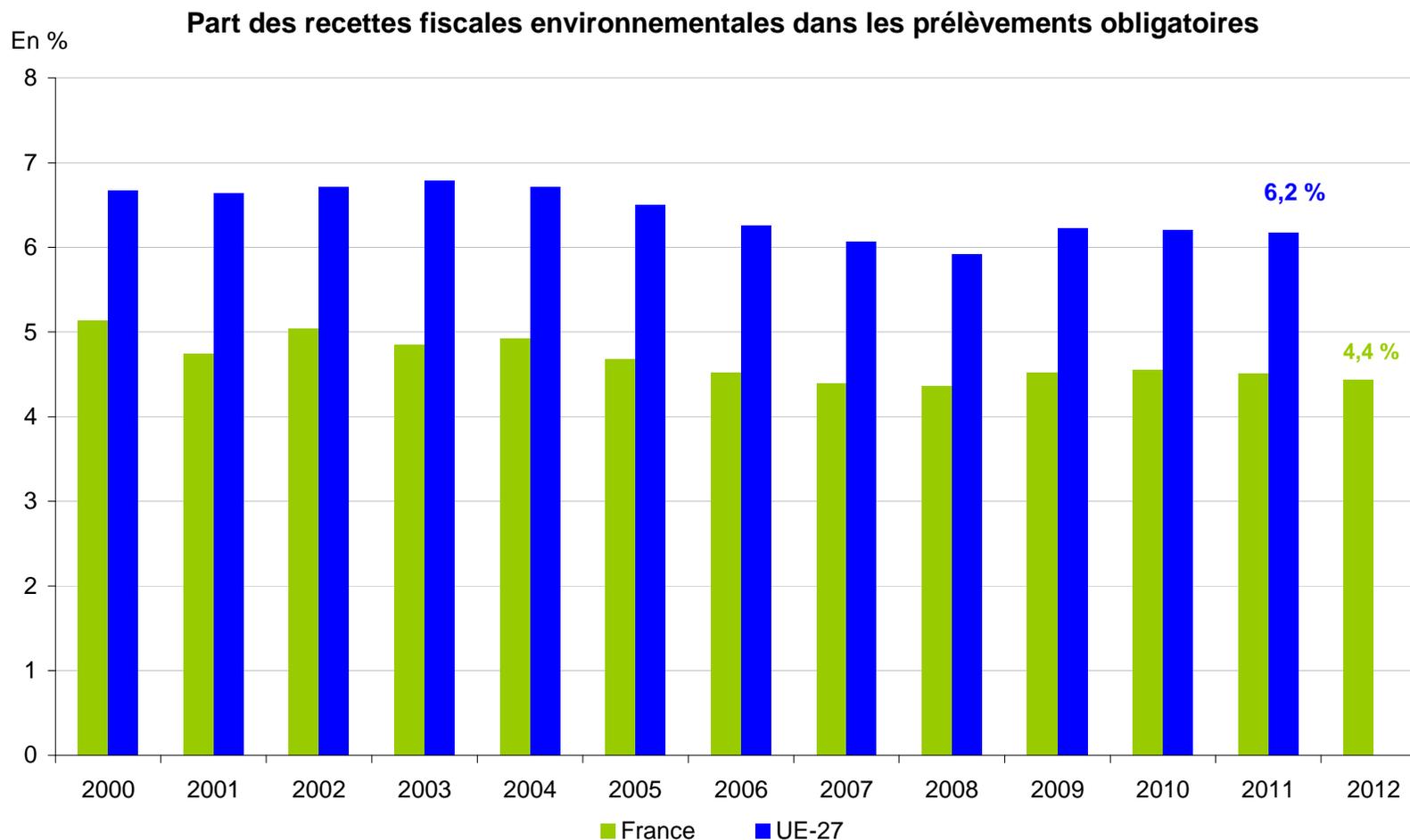
Montant total des recettes fiscales environnementales



Sources : Eurostat (UE), Insee (France) - traitement : SOeS

Lecture : les recettes fiscales environnementales désignent le produit de l'ensemble des taxes environnementales perçues par les administrations publiques (Etat et collectivités locales pour l'essentiel). Leur montant a crû de 24% entre 2000 et 2012 en France. Cela représente une croissance annuelle moyenne des recettes fiscales environnementales de 1,8%. Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, la progression des recettes fiscales environnementales entre 2000 et 2011 est similaire.

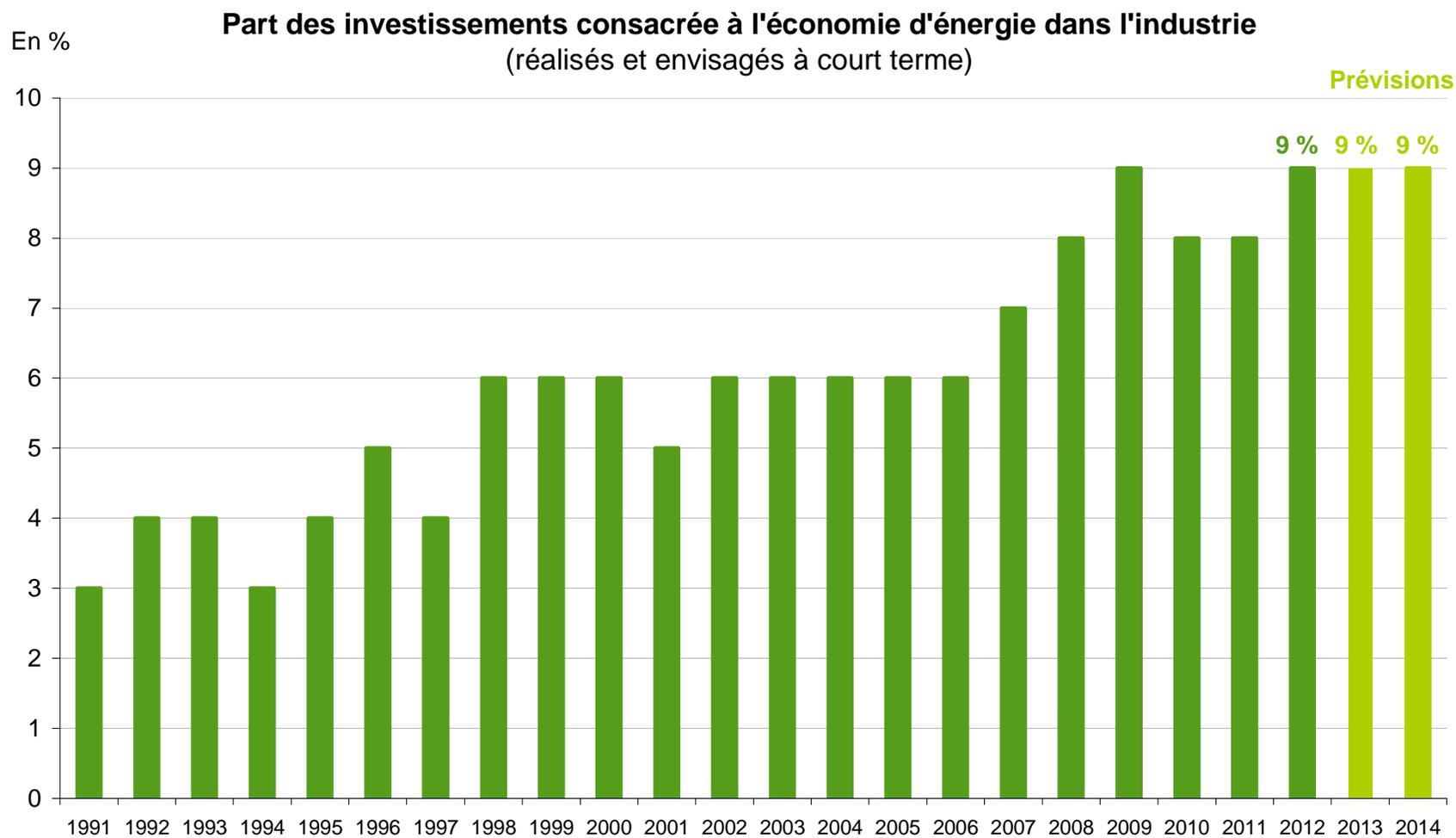
Indicateur 6.2 (Fiscalité – Recettes fiscales environnementales)



Sources : Eurostat (UE), Insee (France) - traitements : SOeS

Lecture : en 2012, les recettes fiscales environnementales (RFE) constituent 4,4% du montant total des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) en France. Ce ratio est en légère diminution entre 2011 et 2012. Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, la part des RFE dans l'ensemble des prélèvements obligatoires s'élève à 6,2% en 2011. Le ratio a décliné entre 2004 et 2008 aussi bien en France que dans l'ensemble des pays de l'UE. Cette baisse traduit une progression des recettes fiscales environnementales moins rapide que celle des autres prélèvements fiscaux et sociaux. Ainsi, en France, les recettes de la TVA et de la CSG ont progressé nettement plus rapidement que le produit des taxes environnementales entre 2000 et 2012.

Indicateur 7.1 (Investissements, recherche et innovation – Investissements verts)

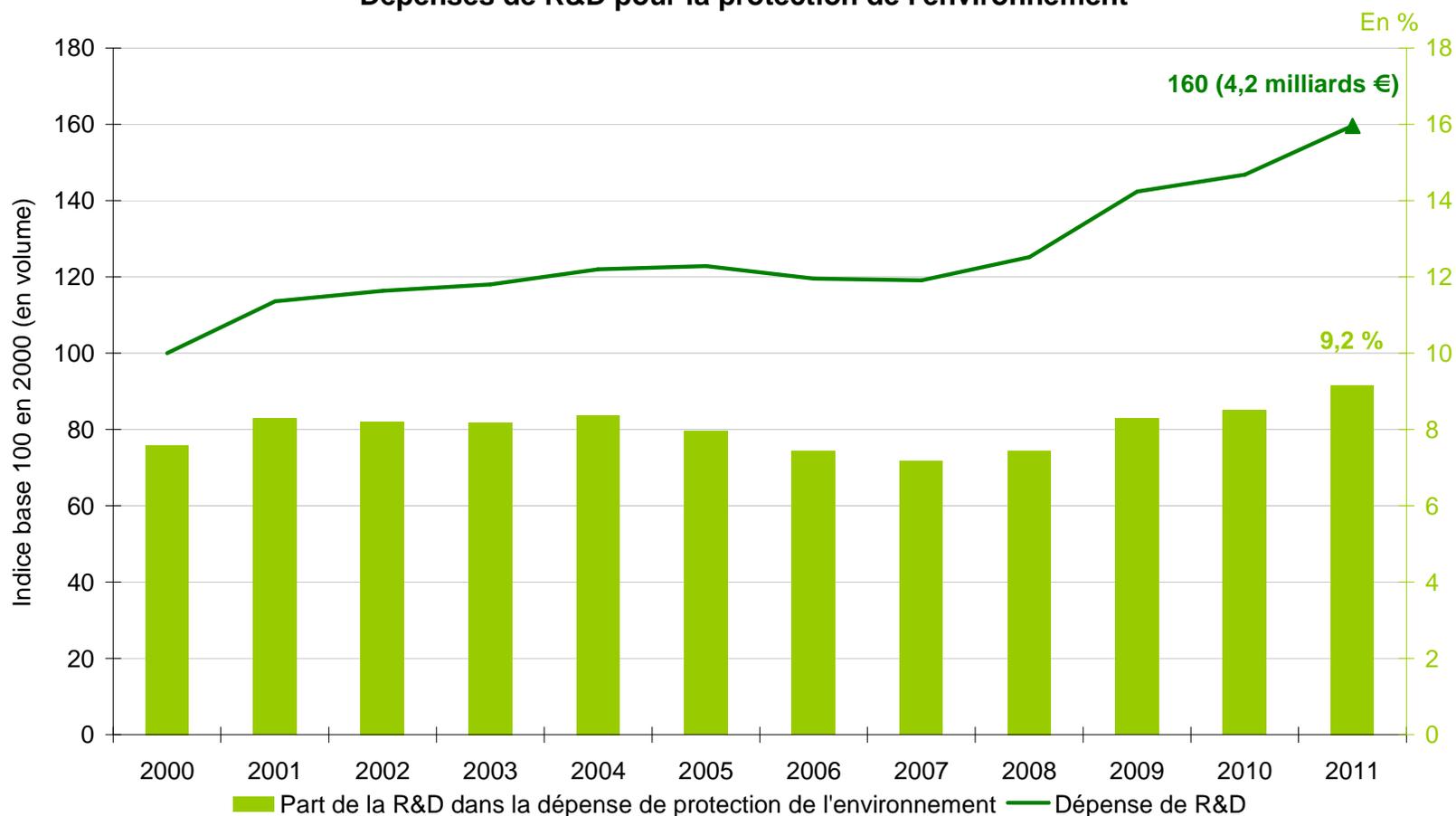


Note: 2014 : prévisions en octobre de l'année précédente ; 2013 : prévision en octobre de l'année en cours ; de 1991 à 2012 : réalisations constatées en avril de l'année suivante. Secteur des industrie manufacturière, industries extractives et autres.

Lecture : Depuis plus de vingt ans, la part des investissements consacrée à l'économie d'énergie par le secteur de l'industrie est en augmentation, passant de 3% en 1991 à 9% en 2012. Les prévisions pour les années 2013 et 2014 font état d'une stabilisation à ce niveau.

Indicateur 8.1 (Investissements, recherche et innovation – Dépense en R&D pour l'économie verte)

Dépenses de R&D pour la protection de l'environnement



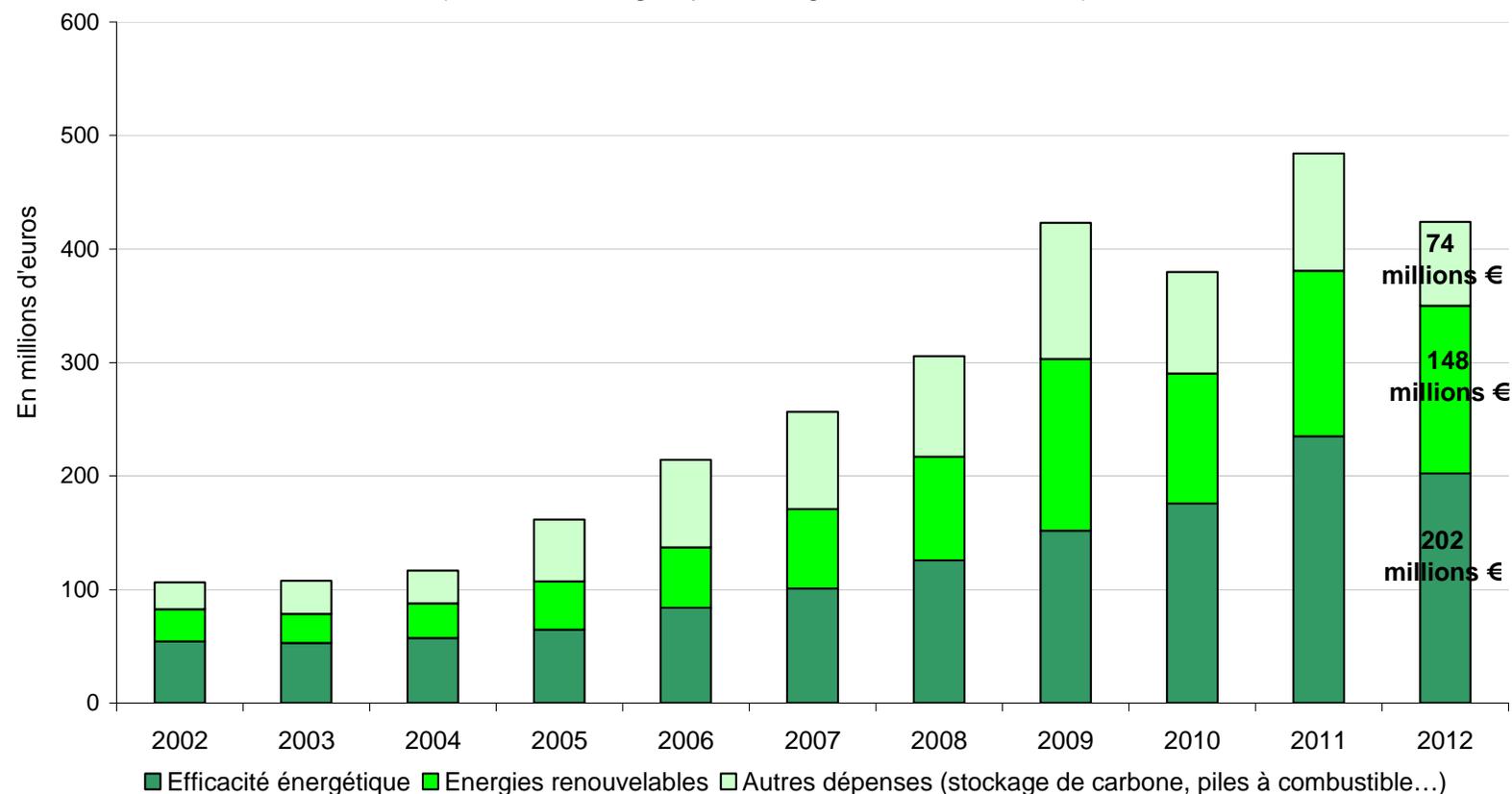
Note : données 2010 semi-définitives, données 2011 provisoires
 Source : SOeS

Lecture : Le périmètre des activités de R&D pour la protection de l'environnement englobe les travaux de recherche entrepris, tant par les entreprises privées que par les administrations publiques, pour élaborer de nouvelles applications dans le domaine de la protection de l'environnement.

En 2011, la R&D en environnement représente une dépense de 4,2 milliards d'euros. Entre 2000 et 2011, sa croissance a été pratiquement deux fois plus élevée que celle de la dépense totale de protection de l'environnement. La part de la R&D dans cette dépense totale est ainsi passée de 7,6% en 2000 à 9,2% en 2011.

Indicateur 8.2 (Investissements, recherche et innovation – Dépense en R&D pour l'économie verte)

Dépense publique de R&D dans l'énergie verte (efficacité énergétique, énergies renouvelables...)



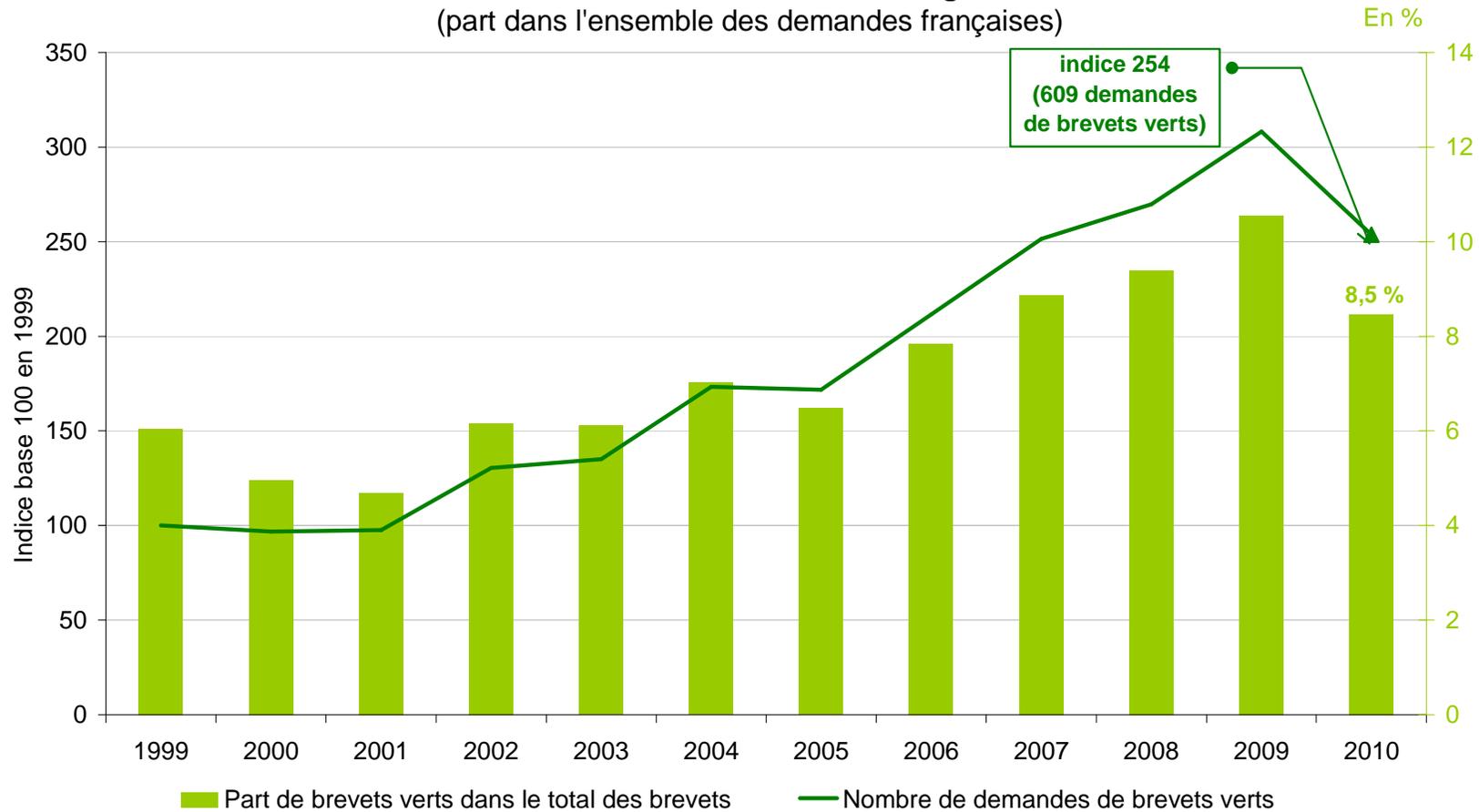
Source : DRI, AIE

Lecture : L'énergie verte représentée ici comprend l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, mais aussi la capture et le stockage de CO₂, l'hydrogène et les piles à combustible. La dépense publique de recherche et développement en matière d'énergie verte est principalement orientée vers l'efficacité énergétique (202 millions d'euros en 2012) et les énergies renouvelables (148 millions d'euros).

Entre 2002 et 2012, la dépense publique de R&D consacrée à l'énergie verte a quadruplé en valeur, passant de 106 à 424 millions d'euros, ce qui représente un accroissement annuel moyen de 14,8%. Toutefois, cette dépense a décliné de 12,5% entre 2011 et 2012. Les énergies renouvelables sont le seul domaine épargné par une baisse de dépense en 2012.

Indicateur 9.1 (Investissements, recherche et innovation – Brevets verts)

Demandes de brevets internationaux dans des technologies liées à l'environnement
(part dans l'ensemble des demandes françaises)



Note: demandes de brevets déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) dont l'inventeur réside en France.

Source : OCDE

Lecture : Les brevets verts représentés ici correspondent aux demandes de brevets internationaux dans des technologies liées à l'environnement déposées en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et dont l'inventeur réside en France.

Depuis dix ans, le nombre de demandes de brevets verts déposé pour la France connaît une forte augmentation, passant de 240 dépôts en 1999 à 740 dépôts en 2009. L'année 2010 est cependant marquée par une baisse significative. Malgré cette baisse, la part des demandes de brevets verts dans le total des brevets est en hausse relativement régulière depuis 2001, passant de 4,7% en 2001 à 8,5% en 2010.